



Un début d'année 2015 hésitant

En Auvergne, au 1^{er} trimestre 2015, une partie des indicateurs de la conjoncture sont mal orientés. Après sa remontée du trimestre précédent, l'emploi salarié marchand est à nouveau en recul (-0,2 %), alors qu'il se stabilise sur l'ensemble de la France métropolitaine. La baisse des effectifs touche particulièrement la construction (-1,1 % contre -0,8 % en moyenne métropolitaine). Les difficultés persistantes de ce secteur se manifestent également par le ralentissement du nombre de mises en chantier et une stagnation des autorisations dans le logement neuf. Tous secteurs confondus, les entreprises en difficulté sont en augmentation de 4,1 %. Malgré tout, le taux de chômage reste stable à 8,9 %. Les créations d'entreprises hors micro-entrepreneurs se portent bien ; leur nombre augmente de plus de 17 %, atteignant un niveau inégalé ces cinq dernières années. Les hôtels auvergnats affichent une fréquentation nettement plus élevée qu'au 1^{er} trimestre de l'année précédente.

Alain Batifoulier, Insee

Rédaction achevée le 15 juillet 2015

L'emploi salarié marchand régional décroît à nouveau

En Auvergne, au 1^{er} trimestre 2015, les effectifs salariés des secteurs marchands non agricoles amorcent un nouveau recul après leur remontée de la fin d'année 2014 (-0,2 % par rapport au 4^e trimestre 2014). En revanche, à l'échelon métropolitain, les effectifs se stabilisent (*figure 1*).

Ce repli régional s'explique essentiellement par les difficultés dans la construction. En effet, la plongée des effectifs salariés du secteur s'accroît. Elle se traduit par une baisse de 1,1 % par rapport au trimestre précédent (-0,8 % en France métropolitaine). Sur un an, 3,6 % des emplois auvergnats ont été détruits dans ce secteur (-3,5 % en France) (*figure 2*).

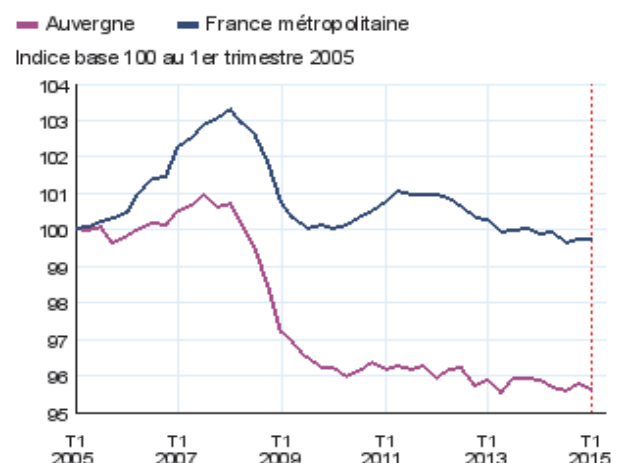
Dans la région, la progression dans les services marchands marque également le pas. Après deux hausses successives en 2014, les effectifs salariés baissent de 0,1 % par rapport au trimestre précédent. Le commerce régional subit la même diminution. Ces tendances sont inverses de celles observées au niveau national. En France métropolitaine, l'emploi augmente de 0,2 % dans les services et de 0,1 % dans le commerce.

En revanche, les effectifs industriels augmentent de 0,1 % en Auvergne alors qu'ils baissent de 0,3 % à l'échelon métropolitain.

Trois des quatre départements auvergnats contribuent au recul de l'emploi salarié marchand. La baisse globale des effectifs est la plus marquée en Haute-Loire. Elle atteint 0,3 % par rapport au 4^e trimestre 2014. Dans ce département, le secteur de la construction souffre particulièrement avec

une chute proche de 3 % des effectifs salariés. Le Puy-de-Dôme et l'Allier s'alignent sur la moyenne régionale (-0,2 %). Dans ces deux départements, le recul des effectifs du secteur de la construction constitue également l'élément principal de la baisse d'ensemble (respectivement -1,0 % et -0,8 %).

1 Évolution de l'emploi salarié marchand



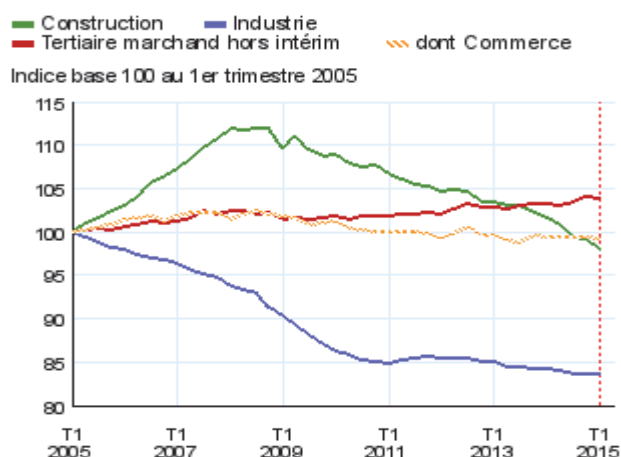
Champ : emploi salarié en fin de trimestre hors agriculture, secteurs principalement non marchands et salariés des particuliers employeurs ; données corrigées des variations saisonnières.

Note : données trimestrielles.

Source : Insee, estimations d'emplois.

Le département du Cantal est le seul à conserver ses effectifs salariés à la hausse (+ 0,3 % par rapport au 4^e trimestre 2014). Tous les secteurs d'activité contribuent à ce résultat, hormis les services marchands hors intérim (- 0,1 %).

2 Évolution de l'emploi salarié marchand par secteur

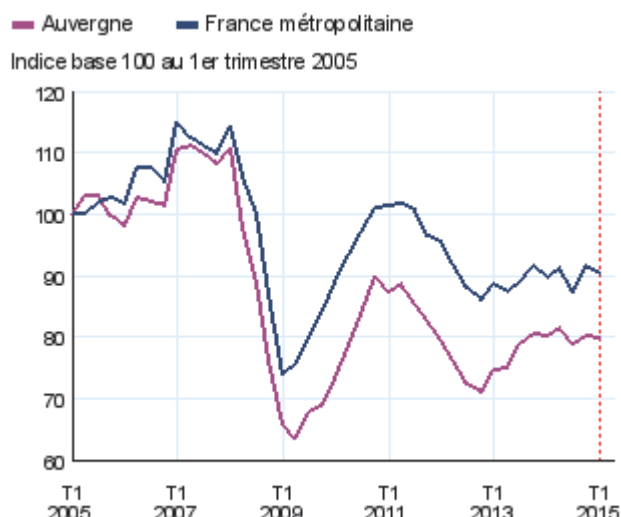


Champ : emploi salarié en fin de trimestre hors agriculture, secteurs principalement non marchands et salariés des particuliers employeurs ; données corrigées des variations saisonnières.

Note : données trimestrielles.

Source : Insee, estimations d'emplois.

3 Évolution de l'emploi intérimaire



Champ : emploi salarié en fin de trimestre ; données corrigées des variations saisonnières.

Note : données trimestrielles.

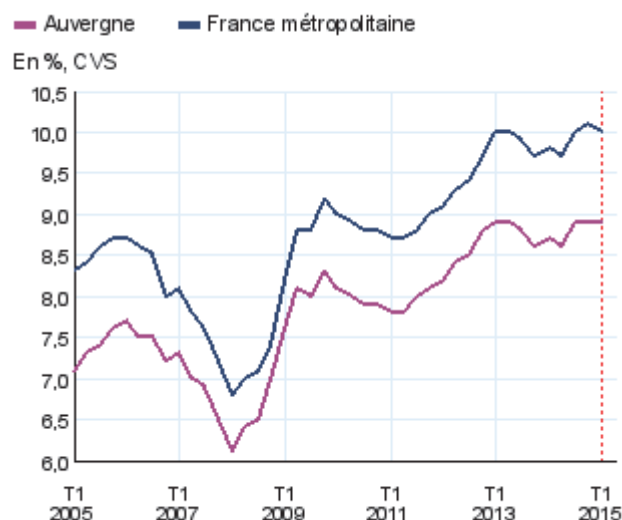
Source : Insee, estimations d'emplois.

Stabilisation du chômage auvergnat à un niveau élevé

Au 1^{er} trimestre 2015, le chômage touche 8,9 % des actifs auvergnats (données corrigées des variations saisonnières). Ce niveau, inchangé par rapport au trimestre précédent et égal à celui du début de 2013, est le plus élevé de ces dix dernières années. Au niveau national, le chômage diminue de 0,1 point pour atteindre 10,0 % des actifs (figure 4). L'écart entre l'Auvergne et la moyenne nationale se réduit donc légèrement.

Le chômage demeure également stable dans trois départements auvergnats. Il reste ainsi fixé à 10,7 % dans l'Allier, à 6,4 % dans le Cantal et à 8,8 % dans le Puy-de-Dôme. En revanche une baisse s'opère dans le Cantal où le taux de chômage passe de 8,5 % à 8,3 %, retrouvant ainsi son niveau de la première moitié de l'année 2014.

4 Taux de chômage



Note : données trimestrielles.

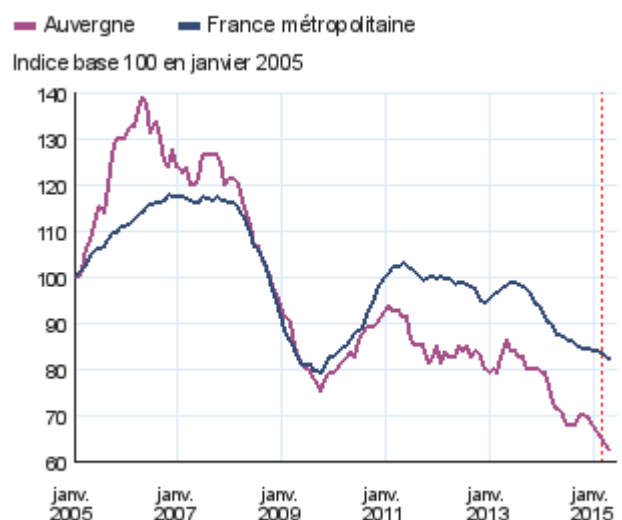
Source : Insee, taux de chômage localisé (région), et au sens du BIT (France).

Les difficultés persistent dans la construction

Le secteur de la construction reste en proie à un contexte difficile. En Auvergne, 5 200 logements ont été mis en chantier entre avril 2014 et mars 2015, soit une baisse de 5,5 % par rapport au nombre enregistré entre janvier et décembre 2014 (figure 5). Une nouvelle fois, le recul incombe principalement au secteur du logement collectif (- 9,1 %). Au niveau national, les mises en chantier baissent plus modérément (- 1,2 % dans leur ensemble).

Le nombre d'autorisations de nouveaux logements est équivalent en Auvergne à celui de la période précédente, alors qu'il baisse de 3 % en France (figure 6).

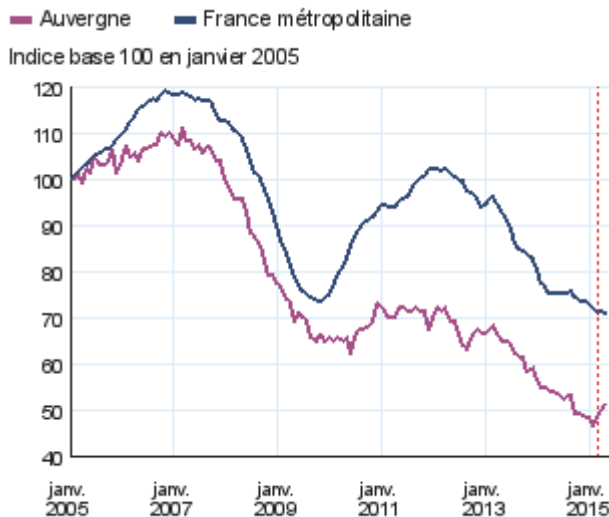
5 Évolution du nombre de logements commencés



Note : données mensuelles brutes, en date de prise en compte. Chaque point représente la moyenne des 12 derniers mois.

Source : SoeS, Sit@del2.

6 Évolution du nombre de logements autorisés à la construction

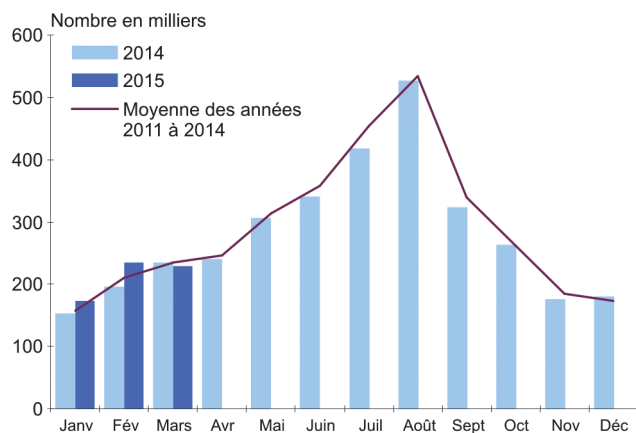


Note : données mensuelles brutes, en date de prise en compte. Chaque point représente la moyenne des 12 derniers mois.
Source : SoeS, Sit@del2.

Une fréquentation hôtelière des plus favorables

En Auvergne, la fréquentation hôtelière du 1^{er} trimestre 2015 atteint 637 900 nuitées soit une hausse de 9,4 % par rapport au 1^{er} trimestre 2014 (+ 2,4 % au niveau national). Il se situe ainsi près de 6 % au-dessus de la moyenne des quatre années précédentes pour le même trimestre. Le bilan positif du trimestre s'explique principalement par une activité plus soutenue en début de trimestre (figure 7).

7 Évolution de la fréquentation dans les hôtels



Sources : Insee ; DGCIS, partenaires régionaux.

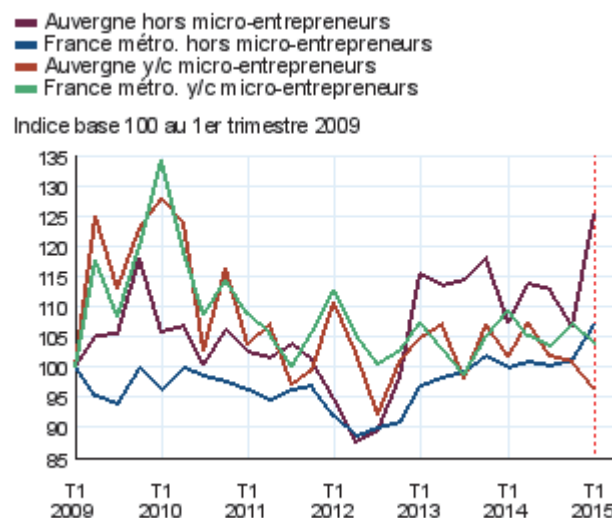
Bonne tenue des créations hors micro-entrepreneurs au 1^{er} trimestre 2015

En Auvergne, le 1^{er} trimestre 2015 est marqué par la création de 1 158 entreprises (hors micro-entrepreneurs). Ce nombre dépasse de 17,4 % celui du trimestre précédent en données corrigées des variations saisonnières et jours ouvrables (figure 8). Il se situe également très au-dessus du niveau moyen de création enregistré depuis la crise de 2008 (+ 18,9 %). À l'échelon national, l'augmentation se révèle moindre : + 7,6 % par rapport au 4^e trimestre 2014.

En Auvergne, cette forte croissance s'explique essentiellement par le dynamisme du secteur du commerce, des transports et de l'hébergement-restauration, qui enregistre 35,4 % de créations supplémentaires par rapport au 4^e trimestre 2014 (+ 21,4 % au niveau national). Le secteur se rapproche ainsi d'un niveau de création équivalent à celui de la date de mise en application du statut

de micro-entrepreneur. La hausse est de 11,2 % dans le secteur des services (+ 0,9 % au niveau national) et de 9,5 % dans la construction (+ 0,2 % au niveau national). En revanche, dans l'industrie, le nombre de créations demeure semblable à celui des deux trimestres précédents (+ 1,3 % contre + 18,2 % au niveau national).

8 Créations d'entreprises



Champ : ensemble des activités marchandes hors agriculture.

Note : les créations d'entreprises hors entrepreneurs sont corrigées des jours ouvrables et corrigées des variations saisonnières (CJO-CVS), les créations sous régime d'auto-entrepreneurs sont brutes. Données trimestrielles.

Source : Insee, REE (Répertoire des Entreprises et des Établissements - Sirene).

Au 1^{er} trimestre 2015, les créations des micro-entrepreneurs baissent conjointement en Auvergne (- 26,3 % par rapport au 1^{er} trimestre 2014) et sur l'ensemble de la France (- 15,9 %).

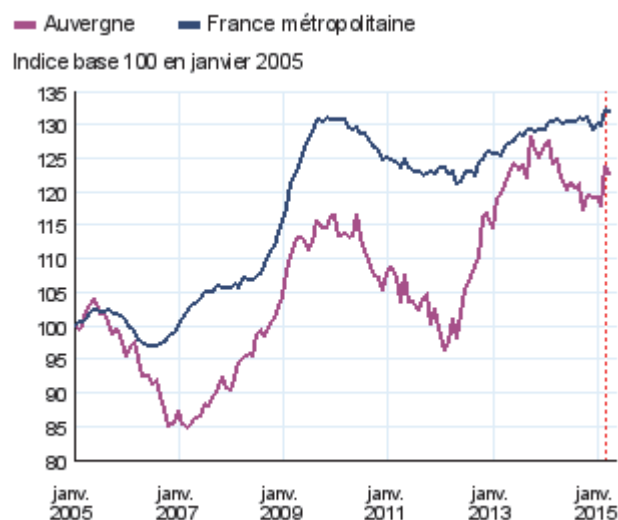
En Auvergne, le secteur du commerce, des transports et de l'hébergement-restauration est le plus touché par le recul des créations effectuées sous ce statut (- 54,0 %). Dans la construction, la différence avec le 1^{er} trimestre 2014 est également très nette (- 43,7 %). L'industrie et les services sont moins concernés (respectivement - 16,0 % et - 7,3 %).

La chute des créations par les micro-entrepreneurs affecte tous les départements auvergnats. Elle atteint son maximum dans l'Allier (- 31,2 % par rapport au 1^{er} trimestre 2014). Elle est également très marquée dans le Puy-de-Dôme et la Haute-Loire, (respectivement - 26,6 % et - 22,8 %). Le Cantal ferme la marche avec une baisse de 10,2 %. Dans les quatre départements, la désaffection pour le statut de micro-entrepreneur semble avoir pour partie favorisé les autres formes de création. Les créations en société additionnées aux créations d'entreprises individuelles pures augmentent ainsi de près de 30 % sur un an dans l'Allier et la Haute-Loire. Dans le Puy-de-Dôme et dans le Cantal, la progression est cinq fois plus modérée.

Le nombre de défaillances d'entreprises revient à la hausse

Du mois d'avril 2014 au mois de mars 2015, le nombre de défaillances d'entreprises prononcées en Auvergne augmente de 4,1 % par rapport à la période de janvier à décembre 2014, soit une évolution presque deux fois plus élevée qu'au niveau national (+ 2,2 %) (figure 9).

9 Défaillances d'entreprises



Note : données mensuelles brutes au 10 septembre 2013, en date de jugement. Chaque point représente la moyenne des douze derniers mois.

Source : Banque de France, Fiben.

Contexte national - La reprise se diffuse dans la zone euro

L'économie française a rebondi au premier trimestre 2015 (+ 0,6 %), l'ampleur résultant pour partie d'un retour à la normale des dépenses de chauffage. Au deuxième trimestre, la croissance du PIB baisserait mais resterait plus élevée (+ 0,3 %) qu'en moyenne depuis le printemps 2011 (+ 0,1 %). La consommation en resterait le principal facteur, soutenue par les hausses récentes du pouvoir d'achat. Au second semestre, l'investissement des entreprises accélérerait à son tour. Les perspectives de demande sont en hausse, comme l'indique l'amélioration du climat des affaires. Les conditions de financement s'améliorent, avec la hausse de leurs marges, grâce à la baisse du cours du pétrole, à la montée en charge du CICE et au Pacte de responsabilité. Au total, le PIB augmenterait de 0,3 % au troisième trimestre, puis de 0,4 % au quatrième trimestre. En moyenne annuelle, la croissance serait de + 1,2 %, soit la plus forte hausse depuis 2011. L'accélération de l'activité et les politiques d'allègement du coût du travail stimuleraient l'emploi, qui serait rehaussé de 114 000 postes en 2015. En conséquence, le taux de chômage se stabiliserait, à 10,4 % de la population active fin 2015.

Contexte international - Le climat conjoncturel est favorable dans les économies avancées mais reste dégradé dans les pays émergents

Au premier trimestre 2015, l'activité a déçu aux États-Unis et au Royaume-Uni. Dans les pays émergents, l'activité a continué de ralentir, notamment en Chine. Les échanges mondiaux se sont contractés, dans une ampleur inédite depuis la récession mondiale de 2009. En revanche, le PIB de la zone euro a gardé le rythme de croissance atteint fin 2014 (+ 0,4 %). La reprise s'y diffuse progressivement avec l'effet des baisses passées du prix du pétrole, sur la consommation des ménages, et du cours de l'euro, sur les exportations. L'activité resterait très dynamique en Espagne, grâce aussi à la vigueur de l'investissement privé. Elle accélérerait modérément en Allemagne, et plus modestement encore en Italie, dont le PIB a renoué avec la croissance début 2015. Les pays anglo-saxons regagneraient en dynamisme dès le printemps, notamment grâce à une plus grande vigueur de la consommation. Au total en 2015, le décalage conjoncturel entre les pays anglo-saxons et la zone euro tendrait à s'amenuiser. Dans les pays émergents, l'activité continuerait de tourner au ralenti, et leurs importations seraient relativement peu dynamiques.

Insee Auvergne

3 place Charles De Gaulle
BP120
63403 Chamalières cedex

Directeur de la publication :
Arnaud Stéphany

Rédaction en chef :
Sandra Bouvet, Anthony Faugère

ISSN 2263-5734

© Insee 2014

Maquette : Insee
Mise en page : Insee

Pour en savoir plus :

- Note de conjoncture nationale de juin 2015 « La reprise se diffuse dans la zone euro »

[www.insee.fr/fr/rubrique/Thèmes/conjoncture/analyse de la conjoncture](http://www.insee.fr/fr/rubrique/Thèmes/conjoncture/analyse_de_la_conjoncture)

